

Sous le haut patronage du Ministre de la Santé Publique

Gc Conseil Cameroun

Salon International de la Santé au Cameroun

DU 24 AU 28 JUILLET 2023

4^{ème} édition

APES

Musée National (Ancien Palais Présidentiel)

SPONSORS

Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

www.lavoixdesentreprises.info



LA VOIX
DES ENTREPRISES

N° 006 du Mercredi 21 Juin 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

BABA DANPULLO / MTN CAMEROON

MTN SPEAKS OUT AMID TENSIONS WITH BUSINESSMAN AND SOUTH AFRICAN SUBSIDIARIES

PAGE 5


MADE IN CAMEROON



YAOUNDE 1^{ER} CELEBRE LA 2^E EDITION DE LA JOURNEE DE L'ARTISAN

PAGE 2

RÉSEAUX SOCIAUX L'ETAT VEUT CONTRECARRER LA VULNERABILITE DES ENFANTS

PAGE 6

SALON INTERNATIONAL DE LA SANTE

L'équipe organisationnelle à pied d'œuvre

C'est sous le thème : « La santé et ses enjeux », que la 4^e édition du Salon International de la Santé au Cameroun va se tenir à Yaoundé du 24 au 28 juillet 2023. À quelques semaines dudit événement, G Conseil Cameroun sous l'égide du Dr Gwet Simon Pierre et APES sont au four et au moulin pour la réussite ce moment unique de santé au Cameroun.

Page 2

FINANCIAL MARKET



COSUMAF APPROVES CAMEROON'S BOND ISSUE, SUBSCRIPTIONS ONGOING

PAGE 4

ENTREPRISES

SALON INTERNATIONAL
DE LA SANTE

Contribuer à l'augmentation et à l'amélioration de l'offre des services et soins de santé au Cameroun, mutualiser les moyens en vue de l'amélioration de la qualité des plateaux techniques, renforcer des capacités du personnel soignant, l'échange d'expérience dans les prestations de services et soins de santé. Combattre efficacement les maladies en empêchant à l'homme de tomber malade, apporter des solutions concrètes aux populations en cas de maladie ; accompagner les malades après guérison par une sensibilisation leur permettant de mieux se maintenir et de préserver leur santé. C'est entre autres objectifs du Salon international de la santé au Cameroun, qui se tiendra du 24 juillet au 28 juillet 2023, à l'esplanade du

musée national de Yaoundé. Sous le haut parrainage du ministère de la Santé publique, le Salon international de santé au Cameroun est un événement organisé par G Conseil Cameroun en partenariat avec l'Association professionnelle des entreprises privées prestataire de services et Soins (APES). Au menu de cette 4e édition, plusieurs symposiums, et conférence-débats sous les thèmes : le droit à la santé ; la couverture de santé universelle ; l'entreprise privée de santé et de santé publique ; la médecine du travail et la médecine scolaire ; l'évacuation sanitaire ; la responsabilité des acteurs de santé ; l'impact de la diaspora sur les services et les soins de la santé... La suite du programme va connaître une foire-exposition santé, une

C'est sous le thème : « La santé et ses enjeux », que la 4e édition du Salon International de la Santé au Cameroun va se tenir à Yaoundé du 24 au 28 juillet 2023. À quelques semaines dudit événement, G Conseil Cameroun sous l'égide du Dr Gwet Simon Pierre et APES sont au four et au moulin pour la réussite de ce moment unique de santé au Cameroun.

L'équipe organisationnelle à pied d'œuvre



Dr Gwet Simon Pierre,
Fondateur et Supérieur général du Salon international de la Santé au Cameroun.

campagne de santé médicale gratuite, et une soirée de gala de clôture qui aura pour but de renouer les liens rompus il y a longtemps entre le personnel soignant, les investisseurs privés et publics de santé, les populations et les patients. Dr Gwet Simon Pierre, Fondateur et Supérieur

Général du Salon international de la santé au Cameroun, a tenu à préciser que : « Cet événement vise à contribuer à l'augmentation de la qualité de l'offre de services de soins de santé au Cameroun en particulier et en Afrique en général. Pendant ce grand moment d'échange et de partage, la santé de l'homme dans son ensemble sera une préoccupation majeure. D'où notre invitation à la participation massive des uns et des autres en tant que sponsor, partenaire, exposant, accompagnateur ou visiteurs selon vos aspirations et votre bourse. Nous sommes ouverts et flexibles pour toute collaboration à bénéfice réciproque ». Pour G Conseil Cameroun, l'objectif est de permettre à tous les acteurs et prestataires de comprendre la nécessité de prendre part d'une

manière ou d'une autre au Salon international de la santé au Cameroun, car la santé est une affaire de tous. Elle est un ensemble d'éléments qui concourent au bien-être. La modeste contribution quel que soit la manière à cette quête permanente du bien-être des populations est une raison suffisante pour les acteurs publics et privés de pouvoir acquérir un stand d'exposition durant les quatre jours que va durer l'événement. Partenaire du ministère de la Santé publique depuis 2017, le Salon International de la Santé au Cameroun pour sa 4e édition est présidé par l'Honorable Roger Melingu, coordonné par l'Institut de recherche pour la Santé et le Développement (Iresade) du Dr Albert ZE et le Groupe Médical Saint-Hilaire.

Raphaël Mforlem

MADE IN CAMEROON

Yaoundé 1^{er} célèbre la 2^e édition de la Journée de l'artisan

La cérémonie de lancement a eu lieu le 14 juin dernier à la commune d'arrondissement de Yaoundé 1er en présence du ministre des PME, du Sous-préfet de Yaoundé 1er, des autorités locales et traditionnelles et des associations des artisans.

Sensibiliser davantage les artisans sur l'importance de poursuivre le processus de formalisation qui repose sur la nécessité de tenir une comptabilité simple et journalière de ses activités afin de dégager ses marges de bénéfice ; faire comprendre aux artisans la nécessité et l'obligation de payer de leur impôt libérateur auprès de la recette municipale ; et souscrire à une police d'assurance auprès de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps) ou de ses partenaires pour la couverture de ses risques sociaux. C'est l'objectif de la Journée de

l'artisan de la commune de Yaoundé 1er qui s'est déroulée du 13 au 16 juin dernier à l'esplanade de la mairie d'arrondissement de Yaoundé 1er. Organisée sous le thème : « La modernisation des produits locaux pour une meilleure rentabilité commerciale », par la commune de Yaoundé 1er, la cérémonie d'ouverture officielle qui a eu lieu le 14 juin 2023 a été présidée par le ministre des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat (Minpmeesa), Achille Bassilekin III, qu'accompagnaient le Sous-préfet de



Yaoundé 1er, des Responsables du Minpmeesa, Autorités locales et traditionnelles et les Associations des artisans de l'arrondissement de Yaoundé 1er. Dans son allocution, Achille Bassilekin III a fait savoir que ce thème, « vise à inscrire qualitativement, mais surtout quantitativement les artisans, les entreprises artisanales et la Commune de Yaoundé 1er dans la mise en œuvre de la Stratégie Na-

Visite des stands par le Ministre des PME, lors de la Journée de l'artisan de Yaoundé 1^{er}

tionale de Développement (SND30), parce que les artisans sont les acteurs au quotidien de cette stratégie ». De même, il a salué cette belle initiative prise par le maire de la commune de Yaoundé 1er Jean Marie Abouna, d'organiser chaque année une journée de l'Artisanat. « Nous en sommes à notre deuxième édition et je crois qu'à la lumière des leçons que nous tirons de la précédente édition, la nécessité de mieux structurer les éditions à venir s'impose ». Le Maire de la Commune de Yaoundé 1er, Jean Marie Abouna a pour sa part, tenu à rappeler aux artisans que : « Cette journée de l'artisan est désormais un événement majeur qui permet d'apprécier dans sa diversité l'artisanat de la commune de Yaoundé 1er et de sensibiliser les acteurs du secteur informel quant aux

bien-fondés du processus de migration du secteur informel vers le formel ». Tout comme au cours de la 1re édition, la Journée de l'artisan de la commune de Yaoundé 1er a été une occasion pour les artisans de présenter leur savoir-faire aux autorités, invités et aux visiteurs et curieux venus s'imprégner du professionnalisme et des œuvres de ces derniers au cours de cette mini-foire. Ce fut également un moment pour ces acteurs du made in Cameroon de se faire quelques bénéfices. Pour rappel, la Journée de l'artisan de la commune de Yaoundé 1er vise à terme à constituer un secteur artisanal solide et compétitif, assurant à tous la considération et la respectabilité du Cameroun dans le domaine artisanal.

RM

FAILLITE DU GROUPE CASINO

Depuis trois semaines, le géant Français de la grande distribution est entré en grandes négociations avec son concurrent Intermarché en vue de la cession et du rachat de 180 supermarchés. En cause : la crise que vit le groupe depuis des années et qui n'arrange pas ses affaires. « Avec un chiffre d'affaires en baisse de 2,3 % au dernier trimestre, le groupe ne parvient plus à faire face à ses dettes. Fin 2022, elles s'élevaient à 6,4 milliards d'euros. En période d'inflation, les clients sont nombreux à s'être détournés du groupe. Jeudi 26 mai, le distributeur a donc annoncé vouloir céder à Intermarché une partie de ses points de vente », rapporte la presse française à ce sujet. Nombre d'analystes du secteur estiment que le groupe dirigé par Jean-Charles Naouri a commis une erreur stratégique : en plus d'un manque de positionnement dans un environnement hautement compétitif, Casino a voulu se développer en rachetant ses concurrents. Mais sur le continent et notamment en Afrique centrale, le groupe qui va empocher plus d'un milliard d'euros dans cette opération est sans crainte. En fait, le groupe qui compte 28 grandes surfaces sur le continent, s'appuie sur des partenaires locaux. Grâce aux franchises telles que Prosuma en Côte d'Ivoire, Mercure International au Congo, au Sénégal, au Gabon et au Cameroun, ou encore le

groupe Mabrouk en Tunisie, Casino gardera la main sur ces points de vente notamment en Afrique centrale. Preuve de la bonne tenue de ces points de vente par les partenaires du groupe, l'enseigne congolaise s'est associée au groupe Casino en 2007 et génère un chiffre d'affaires avoisinant les 200 millions d'euros dans la distribution alimentaire, soit plus de 130 milliards de FCFA par an. Du coup, malgré la crise que vit le groupe en France, Géant Casino, Mbolu, géant Casino Score au Gabon, ou encore les enseignes Casino de Yaoundé et Douala, sous franchise avec le groupe Mercure International, ne risquent pas de tomber sous pavillon Intermarché. Au Cameroun, au sein du groupe Mercure International, l'on retrouve la société Sodidam SA, autrefois gestionnaire de la marque Score ; et depuis août 2008, celle de Casino. Selon Jules César Nana, responsable des achats de Sodidam, la mutation intervenue en 2018 n'était rien d'autre qu'un « simple changement de marque. En d'autres termes, Sodidam SA qui utilisait le label Score, reste une entité camerounaise et a décidé d'exploiter à présent une autre marque qui est Casino. Nous sommes en face d'une exploitation en franchise d'une marque. C'est-à-dire un accord qui permet à un tiers d'exploiter une marque précise ». La franchise compte en plus des supermar-

En banqueroute, le groupe français va céder 180 grandes surfaces au géant Intermarché en raison d'un endettement colossal de 6,4 milliards d'euros. Au Cameroun, cette entreprise compte quatre grandes surfaces, dont deux à Yaoundé et Douala. Sa chute, va-t-elle impacter ces supermarchés ?

Ses filiales Camerounaises, sont-elles en danger ?



● Groupe Casino.

chés du centre-ville de Yaoundé, du quartier Bastos dans la ville éponyme, deux autres à Bonapriso et Bassa à Douala. L'enseigne a également intégré le secteur du low-cost avec la marque BAO Compact qui compte mailler la ville avec des produits du quotidien et un assortiment limité à 1 500 à 2 000 références. On retrouve ces enseignes destinées aux ménages à bas prix dans la capitale économique dans les quartiers populaires de Deïdo, Logbessou et Pk9 de Douala. Le quatrième a ouvert ses portes à Bonamoussadi. Le groupe qui devait investir 12 milliards de francs CFA sur la période pour implanter dix grandes surfaces a revu sa copie en se concentrant sur ce segment pour attirer davantage de bourses faibles dans ses rayons. Pour mémoire, Casino est le troisième opé-

rateur dans le segment de la grande distribution en France derrière Carrefour et Auchan. Le groupe Casino dont Jean-Charles Naouri est le Président-directeur général (Pdg) compte parmi ses administrateurs un certain Henri Giscard d'Estaing, fils de l'ex-président de la République française Valéry Giscard d'Estaing. Fondé en France en 1858, ce supermarché s'appelait d'abord « le Casino lyrique de Saint-Etienne ». Le commerçant Geofroy Guichard le rachète en 1892 auprès de Bréchar. Six ans plus tard, il devient Casino. Mais Casino est une entreprise qui tire quelques dividendes non-négligeables de son implantation sur quatre continents : Afrique, Asie et Europe et principalement en Amérique Latine. Et dans son portefeuille, il y a des marques aussi célè-

bres tels que : Leader Price, Prisunic, Monoprix, Score, Cash and Carry, Jumbo, Géant... qui figurent sur les enseignes de ses établissements. Étant donné que le label Score faisait déjà partie du patrimoine que Jean-Charles Naouri gère (dans les pays de l'Océan indien). Face à la crise qui secoue le groupe en France, comme le confirment des sources proches du dossier, les difficultés actuelles de Rallye, maison mère de Casino, n'affectent pas les 28 supermarchés exploités sous cette marque en Afrique. Le groupe a été placé sous la protection du tribunal de commerce de Paris afin de suspendre le remboursement de sa dette, le temps de trouver un arrangement avec ses créanciers. Celles-ci vont encore durer quatre mois environ.

BANKING AND FINANCE

BOND ISSUE IN GABON

EcoMatin points out that the bond dubbed operation "EOG 6.25% Net 2023-2028" aims at making public offering for an amount of 150 billion FCFA from the State of Gabon. The Emerald Securities Services presented the documents relatively to the bond request on May 19, during which the stock exchange company chosen to pilot the operation, the financial market regulator of the CEMAC equally validated the launch of said operation, on June 15, until August 31, 2023. "The Gabonese State is authorized to carry out a bond borrowing operation by public offering for

an amount of one hundred and fifty billion (150,000,000,000) FCFA," reads the decision made public by COSUMAF. However, this period can be modified if necessary. In total, 15 million bonds will be issued at a unit price of 10,000 F. According to the decision of Cosumaf, these bonds backed by the remuneration rate of 6.25%, have a maturity of 05 years with a delay of 1 year. In other words, the repayment will only take place from the 2nd year, while the interest is paid annually from the first anniversary date of issue of the security. As for all market operations, the securities will be dematerialized, regis-

The Central African Financial Market Supervision Commission (COSUMAF) has approved the launch of Gabon bond issue to run from June 15 to August 31. This fundraising will be remunerated at an annual rate of 6.25% with a one-year grace period.

Subscriptions Begin on June 15



Jeanine Lydie Roboty-Mbou, ministre gabonaise de l'Economie

tered in an account with the Central Depository of the Bvmac and kept in the books of the stock exchange companies, account holders approved by Cosumaf. The reimbursement mechanism is guaranteed by the BEAC via the office debit. In detail, an escrow account called "Escrow account-Amortization of the Gabonese Government Bond EOG 6.25% Net 2023-2028" will be opened in the books of the BEAC. Each month, it will automatically debit an amount from the Treasury account which it will transfer to the amortization account. At each repayment deadline, it will debit the amortization ac-

count to credit the account(s) of investors who will subscribe to the fundraising. Despite the restrictive monetary policy put in place by the Central Bank to restrict access to finance to fight inflation, the capital market has become a real support for the Gabonese economy. The envelope requested by Gabon will be used to clear the moratoriums in the portfolio of the General Directorate of Debt (DGD) and to finance priority projects of the Transformation Acceleration Plan (PAT) of Gabon. This operation comes some time after the success in November 2022, of a similar issue of 175 billion on the CEMAC money market. Gabonese state succeeded for the 2nd consecutive year in raising funds, thanks to Cameroonian merchant banks who participated more.

Sorelle Ninguem

FINANCIAL MARKET

Cosumaf Approves Cameroon's Bond Issue, Subscriptions Ongoing

Upon approval from the Cemac Central African Financial Market Supervision Commission (Cosumaf), Cameroon launched subscriptions for its bond issue for the year to run from June 13 to 30, 2023.

The Cameroonian Treasury expect to raise CFA150 billion, a downward revision from the initial CFA200 billion to align with current market conditions. Cameroon has opted for this 7th bond issue to go for a multiple-rate public offering, the first of this kind in the CEMAC area. Per this new type of operation, whose interest is tax-exempt for subscribers, investors are given four options. The 150 billion sought have been partitioned into four, each backed by a remuneration rate and a maturity. On the first, investors will provide the

Cameroonian Treasury with an amount of 40 billion francs at a rate of 5.80% over 3 years with no deferred and repayment in fine. On the second tranche, the same envelope will be issued and remunerated at 6% over 4 years with a 2-year delay. Half of the capital will be amortized every year for the last 2 years. The last two tranches are spread over 6 and 8 years weighted respectively at 6.75% and 7.25% for expected amounts of 50 billion and 20 billion, with a delay of 3 years each. For third tranche, the amortization of 1/3 of the capital will be car-



Direction générale de la Commission de supervision du marché financier de l'Afrique centrale.

ried out every year for the last 3 years and for the 4th tranche, the amortization of 1/5 of the capital will be carried out during the last 5 years. In total, 15 million bonds will be issued at a unit price of 10,000Fcf. This loan is special for Cameroon because for the first time, it offers investors several interest rates on the same security. Ins-

stead of a 200 billion of the bond issue by public offering of the State of Cameroon under the operation called "ECMR 2023 Multiple Tranches". This approval follows the request submitted on June 06 by the Consortium of arrangers (Financia Capital, Afriland Bourse & Investissement, Asca, Société Générale Capital Securities-Central Africa, Usca), in order to obtain the registration of the documentation of the operation. The approbation follows a scrutiny of the completeness, relevance and consistency of the information provided and even the convenience of the operation for investors. According to records, in 6 outings, Cameroon has never been lacking in this market, enough to attest to the quality of its signature.

According to records, in 6 outings, Cameroon has never been lacking in this market, enough to attest to the quality of its signature. The COSUMAF approved

SN

TAKEOVER OF SOCIETE GENERALE

In a press release dated June 12, the Congolese Ministry of Finance said it was surprised by the announcement made by Societe Generale four days earlier, about an agreement for the sale of its subsidiaries in Congo, Equatorial Guinea, Mauritania and Chad.

The Minister of Finance, Jean-Baptiste Ondaye announced that his country will not sign this agreement which does not respect the commitments made by the French bank in a letter dated May 31, 2023. The transfer was made in violation of the statutes in force and the provisions of the Uniform Act relating to commercial company law and the Ohada economic interest grouping.

A situation that the lea-

ders of the hexagonal bank will have to face in Chad and Equatorial Guinea where voices are raised to say no to this transaction. Jean-Baptiste Ondaye, Minister of Economy and Finance of the Congo, did not go through four paths to challenge the transfer of shares of Societe Generale to the Vista Group in the Republic of Congo. After expressing his astonishment at the announcement of the conclusion of a transaction to sell the shares held by Societe Generale within the Congolese subsidiary, the minister explains that since January 25, 2023, the Congolese state, co-shareholder of Societe Generale Congo, has "officially notified the Societe Generale Group of its intention to use its right of preemption in ac-

The government of the Republic of Congo has denied the sale of subsidiary Societe Generale Congo to the Vista Group, saying the French bank did not grant it a right of first refusal while Societe Generale claims to have respected the rules.

Congo Refutes Agreement with Vista Group



Jean-Baptiste Ondaye, ministre de l'Economie et des Finances du Congo.

cordance with the statutes in force and the provisions of the Uniform Act relating to commercial company law and the Ohada economic interest grouping". According to the Minister, the Societe Generale Group cannot sign any agreement to sell its stake in Societe Generale Congo without prior presenta-

tion to the shareholder State the elements that will allow it to use its right of preemption (identity of the potential buyer, price and conditions envisaged), something to which the Societe Generale Group had committed itself to do in its letter addressed to the Minister of Economy and Finance on May 31, 2023.

Gabon's decision is backed by Article 771-2 of the Ohada which provides that "it may be stipulated in the articles of association or the agreements that the shareholder who intends to sell all or part of his shares is obliged to notify it to one or more shareholders who may inform the transferor that they are exercising a right of pre-emption at the price and conditions that have been notified to

him".

This pushes Jean-Baptiste Ondaye to consider "the agreement of the Societe Generale Group ceding its participation to the Vista Group as null and void and does not exclude using a legal remedy against the Societe Generale Group".

With a net proceeds of 24 million euros in Equatorial Guinea, 28 million in Congo and 30 million in Chad, the General is leaving these subsidiaries in CEMAC.

Societe Generale remains present in 13 African countries, including Senegal, Ivory Coast or Cameroon where it holds a leading position, as compared to the four countries from which it is withdrawing.

Sorelle Ninguem

BABA DANPULLO /MTN CAMEROON

MTN Speaks out Amid Tensions with Businessman and South African Subsidiaries

The General Manager of MTN Cameroon, Mitwa Ng'ambi, affirms that the dispute between Ahmadou Baba Danpoulo and the Fnb bank, being of a private nature, does not concern MTN Cameroon, whose accounts have been seized for 10 months. This was during a press conference granted on June 15 at the company's headquarters in Akwa, Littoral region.

With more than 12 million active subscribers, 5 million mobile money customers, 800 direct employees, 200,000 indirect employees, and a turnover of 256.86 billion FCFA in 2022, Mtn Cameroon is mired in a crisis with the Bestinver group of billionaire Ahmadou Baba Danpoulo. The MTN Cameroon staff says they will continue to sensitize the authorities for a quick exit from the crisis.

During the press conference, the Director General of the mobile network company sheds light on company's situation since the sanctions places on her in September 2022 and to enlighten the opinion on the legal-financial conflict that opposes it to the Bestinver group, of the Cameroonian billionaire Ahmadou Baba Danpoulo. Indeed, since September 2022, the businessman, the Court of first instance of Bonanjo seized the accounts of MTN Ca-

meroon and CHOCOCAM (Chocolate Factory of Cameroon), a subsidiary of the South African Tiger Brand group. On June 19 2022, The First National Bank (Fnb), seized the real estate of Ahmadou Baba Danpoulo for insolvency after his Bestinver group was credited 22 billion FCFA.

MTN strongly contests the seizure of its bank accounts, which it considers abusive, fraudulent and unacceptable given that MTN CAMEROON has no relationship with BESTINVER and its South African banker", supports the company in a statement distributed to the press.

"Our shareholding has nothing to do with the bankers of Bestinver," clarifies Mitwa Ng'ambi. As a result, the representatives of MTN brush aside the claims that the South African entity Public Investment Corporation, presented as one of the shareholders of the banker with whom Baba Danpoulo is in conflict, would also be the



Mitwa Ng'ambi, Directrice générale de MTN Cameroon

majority shareholder of MTN Cameroon. MTN Cameroon's statement is clear on this subject :

"Firstly, and contrary to what is alleged, neither the banker of BESTINVER, nor the PUBLIC INVESTMENT CORPORATION are shareholders of MTN CAMEROON. The composition of MTN CAMEROON's shareholding is public knowledge and has been available for several years at the registry of the Court of First Instance of Douala-Bonanjo, where MTN CAMEROON SA is legally incorporated. Secondly, we consider that the commercial

dispute between BESTINVER and its South African Banker is a private matter between them and we do not see how MTN CAMEROON can be involved in this matter. We have obtained the South African court records relating to the BESTINVER case and MTN is in no way connected with the legal proceedings in South Africa", concludes MTN Cameroon's Director General.

Recall that Ahmadou Baba Danpoulo intends to obtain an amount of 259 billion FCFA, at the end of the ongoing actions, against these South African subsidiaries in Cameroon, provided with 5 orders from the court of first instance of Bonanjo. Despite everything, MTN maintains confidence in the judicial system. The company intends to "use all possible legal means to thwart the robbery maneuvers currently in progress". MTN believes in fact that it has the right, "like all litigants, to fair, equitable and impartial justice".

SN

POLITIQUE PUBLIQUE

PÉTROLE
BRUT

Au vu des données officielles rendues publiques par la Société nationale des hydrocarbures (SNH), la commercialisation du pétrole brut a généré entre janvier et avril 2023 269,2 milliards de recettes à l'Etat à l'Etat du Cameroun. Comparativement, à la même période au cours de l'exercice précédent, ce chiffre connaît une hausse de 31,19 %. Outre ces recettes à la hausse, la société d'exploitation de pétrole et gaz au Cameroun renseigne avoir reversé à l'Etat des impôts et taxes d'une valeur de 16,2 milliards de FCFA. Au 30 avril 2023, la production natio-

nale de pétrole brut s'élève à 08,01 millions de barils, d'après la SNH. Un chiffre en baisse de 2,23 % comparative-ment à la même période au cours de l'exercice 2022 pour ce qui est de la production de gaz naturel, elle enregistre une progression de 4,53 %, à 916,01 millions de m3. Le Cameroun, a ainsi pu surfer sur les cours mondiaux de l'or noir à cette période. Selon l'indice des prix des produits exportés par les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac) que sont le Gabon, la République démocratique du Congo, la Répu-

Malgré la baisse de production de 2 %, d'après les statistiques de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), la production nationale de pétrole brut s'est élevée à 8,01 millions de barils de pétrole entre janvier et avril 2023.

L'Etat engrange 269 milliards en 4 mois



blique Centrafrique, le Tchad et la Guinée-Équatoriale, produit par la Banque centrale au premier trimestre 2023, le baril de pétrole s'est vendu à 79 \$ au premier trimestre, de l'année

Direction
générale de la
Société natio-
nale des hydro-
carbures (SNH)

en cours. Le gaz naturel quant à lui s'est vendu à 17,9 \$/mmbtu (million d'unités thermiques britanniques, unité de mesure du gaz naturel par l'énergie qu'il dégage, ndlr). Pour les trimestres

prochains, la Beac est optimiste sur le coût du pétrole. « Le coût moyen du Brent devrait atteindre 92 dollars le baril en 2023, avant de retomber à 80 dollars le baril en 2024, contre une moyenne historique de 60 dollars sur cinq ans ». Ce qui présage des recettes pétrolières en hausse pour le pays qui dépend de l'or noir.

En maintenant le rythme, le pays devraient dépasser ses objectifs de recettes pétro-gazière pour l'exercice 2023, qui se chiffre à 807 milliards pour les recettes pétrolières et gazières, selon la loi de finance initiale.

Raphael Mforlem

RÉSEAUX SOCIAUX

L'Etat veut contrecarrer la vulnérabilité des enfants

Au regard du taux de l'usage d'internet sans cesse croissant et au-dessus des 45 % à travers un texte en discussion au Parlement, le ministre des Postes et des télécommunications invite les parents, à s'impliquer dans la protection de leurs enfants sur la toile.

D'après le rapport de l'Unicef, la jeunesse de 15 à 24 ans, constituent la tranche la plus active sur internet dans le monde. À l'échelle mondiale, 71 % d'entre eux utilisent internet contre 48 % pour la population totale. Et 5,66 milliards de personnes dans le monde ont accès à internet à travers le téléphone, selon le Digital

report 2023. Un internaute sur trois est un enfant ou un adolescent de moins de 18 ans d'après les estimations, et les enfants sont de plus en plus exposés dans cet environnement en perpétuel croissance à des dangers dont : les harcèlements, les contenus non adaptés, la propagande... Au regard de ce qui précède, le gouvernement camerounais est déter-

miné à trouver des solutions face à ce phénomène. Il vient de soumettre un projet de loi portant « Charte de protection des enfants en ligne au Cameroun ». Le texte a été défendu par le ministre des Postes et télécommunications, Minette Libom Li Likeng, le 12 juin dernier, devant la commission des affaires culturelles présidée par l'honorable Douvaouissa Aïssa Hamadi. « Le projet de loi que nous venons de présenter est une volonté politique forte du chef de l'Etat. Au vu des dérives et défis que rencontreraient les jeunes et les enfants avec le développement du numérique, le président a instruit le gouvernement d'élabo-

rer une charte pour la protection des enfants en ligne. Elle donne la possibilité au gouvernement de prévenir et d'éradiquer à temps les contenus et programmes de nature à créer dans l'esprit des enfants la radicalisation, le harcèlement et toutes les autres dérives que nous connaissons », a indiqué le ministre. En effet, ce projet est multi-acteur. Il a pour but de protéger cette catégorie sociale très connectée et vulnérable. Mais aussi, ce projet de loi va apporter un élément nouveau à savoir l'engagement des parents, comme le renseigne Minette Libom Li Likeng. « Lorsque nous mettrons le programme en ligne, tous les acteurs



seront concernés, les départements culturels en charge de l'éducation, les ministres en charge de la famille... ».

Dans son article 5, le projet de loi précise la stratégie nationale d'action qui va être mise sur pied pour la protection des enfants sur internet. Cette stratégie vise entre autres à « garantir à l'enfant un accès sécurisé à l'internet pour son apprentissage, le développement de ses potentiels et son épanouissement ».

RM

EMPRUNT

OBLIGATAIRE 2023

C'est le 13 juin dernier que se sont ouvertes les souscriptions à l'emprunt obligataire 2023 de l'État du Cameroun. Via ce procédé le Cameroun compte effectuer une collecte d'une enveloppe de 150 milliards de FCFA en 4 tranches auprès des investisseurs de la sous-région Afrique Centrale. Les fonds collectés vont permettre de financer certains projets de développement. Pour avoir amples détails sur le processus d'emprunt obligataire, le document d'information de l'opération mis à la disposition des sous-

cripteurs permet de se faire une idée de l'usage économique desdits fonds. À la question des secteurs à pourvoir, le Cameroun compte affecter 85 milliards de FCFA à la réalisation des infrastructures routières, soit 56,6 % de l'enveloppe recherchée. Dans cette lancée, les projets ciblés sont : le projet de construction de la voie expresse Lolabé-Campo coût, 1 milliard de FCFA, le bitumage de la route Soa-Esse et Awaé-Esse, 10,4 milliards de FCFA, les travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen, 8 milliards de FCFA, le bitumage

En 2022, un pourcentage similaire avait déjà été affecté dans ce secteur, preuve de l'intérêt que le Cameroun porte pour les chantiers routiers nonobstant le fait que les résultats tardent à suivre.

Plus de 50 % seront affecté aux projets routiers



de la route Ekondo Titi-Kumba-Mamfé, 10,9 milliards de FCFA... Quant aux travaux d'aménagement urbain, leur coût est de 15 milliards de FCFA, et 20,5 milliards de FCFA pour

Emmanuel Nganou Djoumessi, Ministre des travaux publics.

les infrastructures énergétiques et d'adduction d'eau potable. À savoir le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé à partir de la Sanaga, 5 milliards de FCFA ; le projet de construction de la ligne de transport 400 KV Nachtigal-Bafoussam et ses ouvrages connexes, 3,8 milliards ; le renforcement et la stabilisation des réseaux de transport d'électricité de la ville de Yaoundé et Douala, 1,3 milliard... Programme de reconstruction des régions de l'Extrême-nord, le Nord-ouest et le Sud-ouest, 15 milliards de

FCFA. Pour le remboursement cet emprunt comme pour tous les autres réalisés, le Cameroun a ouvert un compte d'amortissement à la banque centrale qui sera provisionné chaque 15 du mois période de pic des recettes fiscales. Cette provision se fait par débit d'office de la Beac de quoi apporter une sûreté pour les investisseurs. Ensuite, à chaque échéance, la Beac prélève du compte d'amortissement le montant à payer et le met à la disposition des obligataires via les intermédiaires agréés.

Raphaël Mforlem

RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES

Un projet de loi partenariat public-privé en vue

Le ministre de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey a défendu ledit projet devant les membres de la commission des affaires économiques, de l'Assemblée nationale, le 14 juin dernier.

Présidé par l'honorable Mbe Assae Mendomo, le passage devant les membres de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale du ministre de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, pour défendre le projet de loi fixant le régime général des contrats de partenariat public-privé démontre à suffire la pertinence du

projet. Selon le ministre, « ce texte de loi se positionne comme un outil d'accélération de la réalisation des infrastructures du développement du Cameroun en faisant recours au partenariat public-privé dans le but de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035 ». Au regard des projets gigantesques initiés par le gouvernement de la République, il est évident que le budget de l'Etat ne peut, à lui

seul, les financer. C'est pourquoi depuis 2006, le Cameroun a engagé une expérience dans la mise en œuvre des partenariats publics-privés (PPP). Alamine Ousmane Mey fait constater que : « Depuis 2018, nous avons procédé à une évaluation de cet arsenal juridique pour se rendre compte de la nécessité de le toiler et d'introduire les innovations qui permettent de rendre beaucoup plus visibles et lisibles les opérations de PPP dans notre pays ». Le membre du gouvernement renchérit en indiquant que : « Nous avons jusque-là réalisé à peu près 30 projets de partenariats publics-privés pour plus de



Alamine Ousmane Mey, Ministre de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire

2700 milliards. Le Cameroun s'embarque vers une nouvelle destination avec un outil rénové, innové qui intègre les directives de la Banque mondiale en matière de pratique, les meilleurs en matière de PPP ». L'autorité du contrat de partenariat public-privé étant assurée

par le Premier ministre chef du gouvernement, il est question de renforcer le rôle de l'organe expert, qu'est la Carpa. Le mode de Partenariat public-privé (PPP) réalisable a été réalisé et les modes de paiement de ces PPP et surtout dans la perspective d'un recrutement des acteurs partenaires aussi bien au niveau de l'Etat central que des collectivités territoriales décentralisées. Le processus de sélection et de qualification a été clarifié et précisé. Les conditions de mise en œuvre ont été précisées dans ce texte scruté par les membres de la commission des affaires économiques.

RM



Le Marathon DU DJA ET LOBO

Sangmelima
22-24 Déc. 2023

